

PROTOCOLE TRANSACTIONNEL

ENTRE :

La Commune de Grasse, identifiée sous le numéro SIREN 210 600 698 représentée par son Maire en exercice Monsieur Jérôme VIAUD agissant au nom et pour le compte de ladite Commune en vertu d'une délibération du Conseil Municipal n°2021-xxx en date du 29 juin 2021, reçue en préfecture le xxxxx.

Ci-après dénommée « la Commune »

D'UNE PART

ET :

La SOCIETE FRANCAISE DE RESTAURATION ET DE SERVICE

Société par actions simplifiées, immatriculée au registre des commerces et des sociétés de Versailles sous le numéro 338 253 131, dont le siège social est situé à BOULOGNE GUYANCOURT (78280), 6 rue de la Redoute, Représentée par Monsieur xxxxx, dument habilité aux fins des présentes.

Ci-après dénommée « la SODEXO »

D'AUTRE PART

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE

Vu le contrat signé le 30 novembre 2005, par lequel la Ville de GRASSE a confié à SODEXO la gestion de son service public de restauration, ainsi que la réalisation des travaux de conception et de construction de la cuisine centrale.

Considérant que compte tenu de la crise sanitaire et de la période de confinement durant l'année 2020, il a été constaté une baisse de - 30,97 % du nombre de repas produits (référence contrat 563 820 repas de septembre 2019 à août 2020 et réalité des repas effectifs d'un montant de 389 228 repas.)

Considérant que dans le cadre du contrat de concession, chapitre X, article 38-2/ ajustement des prix unitaires de repas, il est stipulé que lorsque « le nombre effectif total des repas facturés à la ville de Grasse connaît une augmentation ou une diminution d'au moins 5 % par rapport au nombre de référence », l'effet de seuil doit être appliqué.

Considérant qu'en application de ces dispositions contractuelles, le délégataire a sollicité l'application de l'effet de seuil pour un montant de 378 604.25 euros.

Considérant qu'il est précisé au sein du même article que « lorsque le nombre effectif de repas commandés par la ville de Grasse connaît une augmentation ou une diminution d'au moins 20 % par rapport au nombre de référence total, un réexamen des conditions financières a lieu, dans les conditions prévues à l'article 45 ».

Considérant l'article 45 précise que « la composition de la formule de révision et le tableau des prix unitaires sont soumis à réexamen à l'initiative de la ville de Grasse ou sur production par la SODEXO des justificatifs nécessaires ».

Considérant néanmoins que l'article 45 prévoyait un réexamen portant uniquement sur la composition de la formule de révision et le tableau des prix unitaires.

Considérant que l'application des dispositions contractuelles, malgré un réexamen, aurait engendré un réajustement des prix unitaires sur l'année 2020/2021.

Considérant qu'afin de limiter l'impact de crise sanitaire sur les finances publiques, la ville de Grasse a souhaité engager des négociations avec le délégataire.

Considérant qu'après plusieurs réunions de négociation, il a été proposé à la SODEXO une compensation financière pour perte de chiffre d'affaire.

Considérant que la différence de chiffre d'affaire sur les deux années de référence 2018/2019 et 2019/2020 est de 98 612,62 € HT, soit un montant de 104 036,50 € TTC.

Considérant également que dans le cadre du marché de restauration collective, la ville de Grasse met en détachement un agent équivalent temps plein pour assurer la facturation sur le site de la cuisine centrale au nom de la ville de Grasse (chapitre IX, article 33/1).

Considérant que cet agent, fonctionnaire territorial, rédacteur chef, par son statut, ne pouvait pas être mis en chômage partiel pendant la période de confinement.

Considérant que la Sodexo n'a pas pu être remboursée de sa rémunération par l'assurance chômage dans le cadre du dispositif du chômage partiel, ce qui a engendré une perte financière de 6 440,78 € pour 21 jours d'absence.

En conséquence, il a été convenu entre les parties de conclure un protocole d'accord transactionnel entre la commune de Grasse et la société SODEXO entérinant le versement par la ville de la somme de 110 477.28 euros correspondant à la différence de chiffre d'affaire sur les deux années de référence 2018/2019 et 2019/2020 et au remboursement de la rémunération de l'agent détaché.

Ainsi, les parties sont convenues d'arrêter ce qui suit :

Article 1 – Objet

Le présent protocole transactionnel a pour objet la prise en charge par la Commune de Grasse suite à la crise sanitaire et à la période de confinement :

- D'une compensation pour la perte de chiffre d'affaire du délégataire de service public de la restauration collective pour un montant s'élevant à la somme de 104 036,50 euros TTC.
- De la rémunération de l'agent détaché de la Ville de Grasse pour un montant de 6 440,78 €.

Ainsi le présent protocole a pour objet le versement par la Commune de Grasse au profit de la société SODEXO de la somme totale de 110 477.28 euros.

Article 2 – Modalités financières

La Commune de Grasse, suite à la signature du présent protocole, procédera au mandatement de la somme de 110 477.28 euros TTC au profit de la société Sodexo.

Article 3 – Renonciation à recours

Les parties renoncent irrémédiablement à tout recours gracieux ou contentieux, l'un envers l'autre, relatif à l'exécution et à l'application des dispositions contractuelles relatives à l'ajustement des prix unitaires et notamment à l'application de l'effet de seuil pour l'année 2019/2020.

Article 4 – Effet du présent protocole de transaction

Les parties conviennent que le présent protocole vaut transaction au sens des articles 2044 et suivants du Code Civil et revêt en conséquence l'autorité de la chose jugée en dernier ressort.

Article 5 – Exécution

Le présent protocole prendra effet dès sa signature par les deux parties.

Article 6 – Litiges - Interprétation

Tous différends découlant de l'application et/ou de l'interprétation du présent protocole transactionnel ou en relation avec celui-ci seront soumis au Tribunal Administratif de Nice.

Fait en 2 exemplaires, le